

abandonnés car la situation économique a changé. Nous subissons une inflation due à l'augmentation des coûts de production. Dans notre pays, les syndicats puissants dont les membres reçoivent déjà des salaires très élevés, sont en mesure d'exercer des pressions encore plus fortes pour exiger des salaires toujours plus élevés, et bien des industries monopolisantes sont, de fait, à même de fixer leurs propres prix et elles le font de temps à autre. Nous en sommes donc au point où une réduction de la demande globale ne fait guère plus que diminuer la production, augmenter le chômage et abaisser le niveau de vie en général.

Il y a deux ans, le gouvernement s'est embarqué dans une campagne anti-inflationniste. L'inflation est grave. Il est connu qu'elle effrite les économies et les revenus et c'est un lourd fardeau pour ceux qui ont des revenus fixes et de petites économies. Comme je l'ai dit, le gouvernement a décidé de réduire la demande globale en ayant recours aux politiques monétaires et fiscales du type Keynes—resserrement monétaire, augmentation des taux d'intérêt et réduction des dépenses de l'État. Il s'est ajouté à cela une certaine pression exercée sur les syndicats pour leur faire modérer leurs revendications salariales ainsi que sur l'industrie pour enrayer la hausse des prix.

Ces mesures ont été appliquées avec une vigueur exceptionnelle, et nous en ressentons maintenant les effets. Le mieux qu'on puisse dire est que le taux d'inflation, le taux d'érosion de la valeur du dollar, a été ralenti quelque peu, mais à un prix exorbitant pour notre économie. Le taux d'augmentation des prix est passé de 5.2 p. 100 à 3.2 p. 100, ce qui est encore excessif. Les mesures destinées à enrayer l'inflation ont échoué dans une grande mesure, et les prix continuent à monter.

Le gouvernement a tenté ensuite, judicieusement à mon avis, de freiner la montée des salaires. Là encore ces mesures ont échoué pour une très large part, et l'augmentation des salaires s'est poursuivie à une cadence élevée, inflationniste. J'aurais pensé qu'on annoncerait de temps à autre une réduction du taux d'accroissement des salaires. J'ai été bien étonné, il y a quelques jours, de lire une déclaration du président de la Commission des prix et des revenus, M. John Young, où il signale que les salaires prévus dans les nouveaux contrats de travail pour les six premiers mois de 1970, ont augmenté de 9 p. 100. Depuis quatre ans, c'est exactement ce qui s'est produit, soit des hausses annuelles de salaire de 8 à 9 p. 100. Si la Commission des prix et des revenus n'avait pas été créée, on pourrait dire que les taux d'augmentation auraient été encore plus élevés. C'est peut-être le cas. Néanmoins, au cours des six premiers mois de 1970, les augmentations de salaire ont été du même ordre que pendant la période équivalente des quatre dernières années. Les syndicats ouvriers puissants ont exercé de fortes pressions, s'intéressant plus à leur propre profit qu'à la politique nationale, et ils continuent d'obtenir des augmentations de salaire bien au-dessus des 6 p. 100 recommandés dans les directives. Le gouvernement s'est efforcé d'enrayer les hausses de salaire, mais sans y réussir.

Le résultat le plus dangereux et le plus inquiétant de ces politiques, c'est que jusqu'ici, le chômage s'est accru à un rythme alarmant, qui atteint, à l'heure actuelle, 7 p. 100 de la population active. Le Conseil économique du Canada estime que le chômage a privé le pays d'une production représentant une valeur de 4 à 5 milliards

de dollars dans une période d'un an. La politique anti-inflationniste n'a pas réussi à empêcher les augmentations inflationnistes des prix, mais elle a réduit sensiblement la production, arrêté la croissance économique et accru considérablement le chômage. Je le répète, on a estimé que cette politique nous a fait perdre une production représentant une valeur de 4 milliards. Cette somme excède le coût global de la sécurité de la vieillesse, soit quelque 1,500 millions, du régime d'assistance publique du Canada, environ 338 millions, du régime de pensions du Canada, quelque 700 millions, et de l'assurance frais médicaux pour toute une année, environ 1,170 millions de dollars. Nous avons ainsi perdu, en production, 300 millions de plus qu'il ne nous en coûte de financer l'ensemble des principaux régimes de sécurité sociale.

Des chiffres récents, concernant le mois d'août, je crois bien, montre que le chômage atteint 8.9 p. 100 au Québec et 4.4 p. 100 en Ontario. L'incidence de ce chômage et l'inégalité de sa répartition entre les provinces constituent, à mon avis, la menace la plus sérieuse à l'avenir de la nation canadienne. Le taux de chômage élevé au Québec, le marasme économique et la pauvreté, voilà les conditions désastreuses qui favorisent le FLQ et les séparatistes qui veulent détruire le Canada.

Le marasme économique actuel coûte cher; il ôte à des milliers de Canadiens l'espoir de mener une vie utile et productive; il accable nos jeunes d'un fardeau trop lourd pour eux et, partant, favorise la contestation, les confrontations et la violence. Le marasme fait le jeu des anarchistes, des révolutionnaires, des ennemis de l'État, leur fournissant des motifs pour saboter la nation elle-même.

La dépression qu'a entraînée la politique déflationniste a joué un grand rôle dans la crise économique qui sévit dans la province de Québec. Les politiques économiques de Keynes ont échoué lamentablement. A mon avis, les conseils des bureaucrates, à la Banque du Canada et au ministère des Finances, n'ont pas été bons pour le Canada. Un taux de 8.9 p. 100 de chômage au Québec, alors qu'en Ontario il est de 4.4 p. 100, portera les cyniques du Québec à demander à quoi sert le Canada si l'Ontario peut jouir du plein emploi alors que la dépression règne au Québec. Le Canada se désintégrera si l'Ontario prospère tandis que le Québec périclité. C'est une grande menace pour le Canada, qu'un Québec appauvri et dans le marasme. Si l'on ne remédie pas aux maux économiques du Québec, ce sera, à mon avis, la fin du Canada.

Une preuve du mauvais état des choses au Québec et dans le reste du Canada est la consommation sans cesse accrue du pain. La consommation du pain augmente traditionnellement en temps de difficultés économiques. Les livraisons de pain sont passées de 903,363,000 livres, pour le premier semestre de 1969, à 993,617,000 livres pour la période correspondante de cette année, et près de 56 millions de livres de cette augmentation de 90 millions sont imputables au Québec.

Quand les gens sont pauvres et n'ont pas assez d'argent pour se bien nourrir, la première chose qu'ils vont acheter, c'est du pain, et en étendant sur ce pain des produits bon marché, ils se maintiennent en vie. Cependant, selon les meilleurs spécialistes de l'alimentation, une personne ne peut rester en vie si elle ne mange que du pain blanc pendant un long laps de temps; ce n'est pas, au point de vue nutritif, un aliment sain.